

Matthew Hayday. *Bilingual Today, United Tomorrow: Official Languages in Education and Canadian Federalism*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2005. 272 p.

Phyllis Dalley

Volume 8, numéro 2, printemps 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1022841ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1022841ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)

1927-9299 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dalley, P. (2008). Compte rendu de [Matthew Hayday. *Bilingual Today, United Tomorrow: Official Languages in Education and Canadian Federalism*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2005. 272 p.] *Mens*, 8(2), 411–417. <https://doi.org/10.7202/1022841ar>

Les documents reproduits dans ces deux volumes montrent à quel point Papineau a été négligé dans une tradition historiographique qui l'a trop souvent condamné pour avoir simplement refusé d'admettre que la domination politique était naturelle et souhaitable pour le Bas-Canada et le Québec. Espérons que la publication de la correspondance politique de Louis-Joseph Papineau permette d'apprécier autrement sa vie et son œuvre, notamment en la situant dans le contexte d'une histoire du Québec abordée dans une perspective postcoloniale.

Louis-Georges Harvey
Département d'histoire
Université Bishop's

Matthew Hayday. *Bilingual Today, United Tomorrow: Official Languages in Education and Canadian Federalism*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2005. 272 p.

La Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme, le Programme des langues officielles du gouvernement canadien, la Loi sur les langues officielles, la Charte canadienne des droits et libertés, voilà des éléments marquants de l'histoire moderne de l'éducation francophone et anglophone en milieu minoritaire. Avant 1963, année de formation de la commission B et B, l'éducation en français, langue maternelle, se gagnait peu à peu dans la majorité des provinces canadiennes. Seuls le Québec, le Nouveau-Brunswick et, pour l'élémentaire, l'Ontario reconnaissaient cette éducation comme un droit. Ailleurs, l'enseignement en français s'insérait dans un programme assimilationniste : on enseignait en français aux

jeunes francophones pour les trois ou quatre premières années de leur carrière scolaire, le temps qu'ils et elles maîtrisent suffisamment l'anglais pour poursuivre dans cette langue. Pour ce qui est de l'enseignement en anglais au Québec, ce droit était depuis longtemps établi et la communauté anglophone s'était déjà dotée d'un système scolaire complet, incluant des collèges et des universités. Pour elle, les années 1960 marquent le début d'un plus grand contrôle étatique des inscriptions. Alors que les écoles anglophones recevaient jusqu'alors le plus grand nombre des immigrants, la politique Québécoise changeait cette donne en faveur des écoles de langue française. C'est également à cette époque que les anglophones du Québec se sont intéressés à l'apprentissage, et à la maîtrise, du français. C'est cette éducation qu'ils et elles ont réclamés dans le cadre du Programme des langues officielles.

Alors qu'il existe des écrits sur l'histoire de l'éducation en langue officielle dans les différentes provinces canadiennes, Matthieu Hayday nous livre la première analyse pancanadienne sur ce sujet. En fait, nous ne connaissons aucun autre texte présentant simultanément l'histoire canadienne de l'éducation en milieu minoritaire, de l'immersion française et de l'enseignement du français ou de l'anglais comme langue seconde. Si ce n'est que pour cette raison, *Bilingual Today, United Tomorrow: Official Languages in Education and Canadian Federalism* est une contribution importante au domaine de l'histoire de l'éducation au Canada.

Dans l'ouvrage, Hayday poursuit deux objectifs majeurs : en premier lieu, faire valoir les succès de la politique linguistique du gouvernement libéral de Pierre Trudeau et ainsi répondre à ses critiques et deuxièmement, placer l'évolution de cette politique dans le contexte d'une réinvention de la fédération canadienne.

L'argument central de Hayday est que l'évolution du Programme des langues officielles de Trudeau doit se comprendre dans le contexte de la rencontre de deux visions de la fédération canadienne, l'une intraétatique et l'autre interétatique. Dans une dynamique intraétatique, l'intérêt de la collectivité est représenté par l'organe de pouvoir national, au Canada le gouvernement fédéral et la Cour suprême. Dans une dynamique interétatique, ces mêmes intérêts sont représentés par l'organisation régionale ou les provinces canadiennes. Alors que les conflits sont résolus au sein des organes nationales dans une dynamique intraétatique, les conflits entre les provinces et le fédéral sont la norme dans une dynamique interétatique et sont résolus par la négociation et le marchandage intergouvernemental.

Hayday démontre habilement que les provinces, avec l'Alberta et le Québec en tête de file, mettent de l'avant une vision interétatique dans les pourparlers entourant le développement du Programme des langues officielles (PLO). Puisque l'éducation est un outil central du PLO, cette prise de position est fortement légitimée par la division des pouvoirs entre le fédéral et les provinces qui a fait de l'éducation une responsabilité provinciale. Les provinces acceptent que le fédéral subventionne l'éducation, mais non qu'il s'ingère dans un programme d'enseignement des langues officielles et encore moins qu'il impose un cadre d'imputabilité, comme prétendait le faire le gouvernement Trudeau dans le cadre du PLO. La première stratégie des provinces devant l'initiative éducationnelle proposée par le fédéral est la création du Conseil des ministres de l'éducation du Canada (CMEC).

Les stratégies mises en place par le gouvernement Trudeau pour la réalisation des objectifs du PLO sont celles d'une dynamique intraétatique : la subvention de groupes de pression tels que la Fédération des francophones hors-Québec et

la Canadian Parents for French, les tentatives de négociation avec les provinces individuellement, le refus de rencontrer le CMEC, l'utilisation de fonds publiques pour soutenir les minorités de langues officielles dans leurs luttes devant la Cour suprême du Canada pour la reconnaissance de leurs droits éducatifs. Le contrôle du PLO par le fédéral prend sa légitimité du fait qu'il s'agit d'un programme d'aménagement linguistique à plusieurs volets, dont le volet scolaire. En effet, Hayday maintient que le PLO est conçu par le gouvernement Trudeau dans une perspective d'unité nationale et en réponse aux défis posés par la Révolution tranquille au Québec. « First, the government wanted to craft policies that would respond to a pan-Canadian linguistic duality, offering government services and educational programs to English and French speakers across the country, where viable communities existed. Second, it sought to respond to the challenges posed by Quebec's Quiet Revolution in a manner that would make the federal government relevant to French Canadians, while staving off the possibility that Quebec might separate from the rest of Canada » (p. 5-6). Puisqu'il s'agit là d'une question d'envergure nationale, elle relève des responsabilités du gouvernement fédéral et c'est sur cette base que les libéraux défendent leur investissement ciblé dans le domaine de l'éducation.

Le deuxième objectif poursuivi par Hayday dans *Bilingual Today, United Tomorrow* est de faire valoir les succès du PLO. Si les analyses formulées jusqu'à ce jour brossent un tableau plutôt négatif des résultats du programme, soutient Hayday, c'est qu'elles ont complètement ignoré les conséquences de son volet scolaire. La présentation de l'auteur des développements en éducation depuis la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme témoigne de la complexité des enjeux et démontre clairement la réalisation de certains des objectifs du PLO.

De prime abord, de pair avec la subvention des revendications en cour fédérale, les sommes d'argent transférées dans le cadre du PLO ont incité les provinces à mieux répondre aux aspirations éducatives des communautés canadiennes de langue française. De la perspective de la minorité francophone, l'investissement du fédéral dans les poursuites judiciaires est donc une autre retombée positive du PLO. La subvention d'organismes tels que Canadian Parents for French a également menée à des réussites, plus particulièrement dans le domaine de l'immersion française. D'un programme peu répandu dans les années 1960, l'immersion est devenu un modèle d'éducation bilingue reconnu mondialement et disponible même dans de petites communautés au Canada. Selon Hayday, cette multiplication est en grande partie due au militantisme de Canadian Parents for French tant au niveau provincial que fédéral, un militantisme qui n'aurait pas été possible sans l'argent du gouvernement fédéral. Alors que ses résultats sont moins reluisants, l'enseignement du français langue seconde prévu par les programmes réguliers de langue anglaise a également progressé sous le PLO : le nombre d'élèves ayant accès à un cours de français dans le cadre scolaire est monté en flèche. Malheureusement, l'apprentissage durable qu'on y fait de la langue française est limité, voir inexistant, et avec l'élimination de la connaissance d'une langue seconde des critères d'entrée des universités canadiennes, de moins en moins de jeunes choisissent de poursuivre leur étude du français au secondaire. Finalement, outre l'inclusion des parents ayant étudié en anglais dans les autres provinces canadiennes parmi les ayants droit à l'éducation en anglais langue minoritaire, les anglophones du Québec n'ont profité que peu du volet éducation du PLO. Effectivement, le Québec a toujours refusé d'utiliser les fonds du PLO pour développer davantage le système d'enseignement du français langue se-

conde dans les écoles de langue anglaise, comme la communauté anglophone le revendiquait.

Au-delà de l'évolution dans le domaine strictement scolaire, Hayday suggère que l'investissement du gouvernement canadien dans l'éducation de langue première et seconde a des retombées importantes pour l'identité collective du Canada. Avant l'avènement du PLO, le bilinguisme était un fardeau porté par la minorité linguistique du pays. Aujourd'hui, ce même bilinguisme est recherché par nombre d'anglophones et perçu comme un avantage. Le bilinguisme étatique fait également partie de l'identité nationale du Canada. Alors que certains individus et groupes rejettent toujours cette notion en faveur d'une conception unilingue et uniculturelle du pays, cette population est vieillissante et leur influence est minime. Révolu également est le temps où parler en français relevait du privilège, souvent cantonné au domaine privé. Grâce aux changements initiés par le PLO, notamment l'enseignement du français en immersion et dans le cursus régulier des anglophones, on parle aujourd'hui de droits linguistiques des francophones.

Hayday présente avec brio le lien entre le Programme des langues officielles et l'évolution de l'éducation au Canada. À ce titre, son texte est un ajout des plus bienvenus dans le domaine de l'histoire de l'éducation au Canada. Alors que le rapport entre cette évolution et la dynamique intra/interétatique est moins clairement établi, plusieurs éléments permettent au lecteur de l'entrevoir. Quelques ajustements en ce sens aurait permis à l'auteur de nuancer davantage les positions des différentes provinces et de mieux démontrer les effets des deux visions. La position du Québec vis-à-vis l'éducation de sa minorité anglophone relève-t-elle, par exemple, d'un maintien plus serré d'une position interétatique que celle des autres provinces canadiennes ? En fait, l'analyse de Hayday

éclaire beaucoup moins la situation au Québec que celle des autres provinces. On peut donc se demander quel aurait été l'impact d'une prise de position interétatique plus intransigeante par l'ensemble des provinces ? Finalement, centré sur l'objectif de faire valoir les succès du PLO, l'auteur ne soulève pas certaines de ses conséquences sociales malencontreuses. Notamment, la séparation des politiques linguistiques (PLO) des politiques culturelles (régies par Patrimoine Canada) du Canada a contribué à l'image d'une francophonie uniforme et homogène du point de vue culturel et d'une anglophonie mixte. Les événements des dernières décennies ont modifié cette réalité, mais rendu sa prise en compte difficile. Alors que cette question dépasse les objectifs de l'auteur, les soulever, ne fût-ce qu'en passant, aurait ajouté à l'argumentation.

Malgré ces quelques critiques, *Bilingual Today, United Tomorrow* mérite l'attention des étudiantes/étudiants de l'histoire de l'éducation au Canada. Le texte présente l'histoire de l'éducation et la politique linguistique dans une perspective pancanadienne, permettant ainsi de développer une compréhension plus approfondie des enjeux du passé et des écarts toujours présents entre les provinces dans la prestation de l'éducation en langue première et seconde. S'il était écrit en français, ce livre serait un texte obligatoire dans un de mes cours.

Phyllis Dalley
Faculté d'éducation
Université d'Ottawa